

Entre colère et amertume, des centaines de médecins plient bagages

Plus de 300 spécialistes sont déjà partis ou préparent leur départ du Liban. Pour certains, la double explosion du 4 août a précipité leur décision.

Par [Nada MERHI](#)

Certains envisageaient déjà depuis un an de quitter le Liban, mais hésitaient encore à franchir le pas. La double explosion du 4 août a précipité leur décision. Ils sont plus de 300 médecins à avoir quitté le pays au cours des dernières semaines ou à préparer leur départ. Avec beaucoup de regret, d'amertume et de culpabilité... mais aussi avec l'espoir de construire un meilleur avenir pour leurs enfants ailleurs.

« Ils (les responsables) nous ont ôté le luxe de choisir entre rester ou partir », regrette Rawane Dagher. Mère de trois enfants âgés de 10, 9 et 2 ans, cette rhumatologue-pédiatre de 40 ans installée au Liban depuis dix ans n'avait jamais exclu l'idée de partir. Avec son mari, ils voulaient que leurs enfants bénéficient d'un « choix ». Ils attendaient toutefois que l'aîné atteigne ses 18 ans pour partir. « Je suis rentrée au Liban pour m'installer et me marier, raconte-t-elle. Mon mari travaille à l'étranger et nous avons trouvé un certain équilibre. Au fil des années, nous avons réalisé que nous ne pouvions plus attendre que les enfants grandissent et qu'il fallait partir. J'ai pensé au Canada parce que j'y ai de la famille et que j'ai reçu une offre. Malgré cela, je m'étais remise en question. J'hésitais à tout lâcher. Je suis passée par des mois d'incertitude, de tristesse et de révolte. L'explosion au port a décidé pour moi. C'est ce qui me frustre, parce ce n'est pas ma décision. J'ai le sentiment d'être mise à la porte. »

La rhumato-pédiatre affirme que le même climat de « déprime » règne parmi les médecins, d'autant que « le système médical est en train de s'effondrer ». « Je ne quitte pas pour faire de l'argent, même si au Liban nos honoraires ne valent plus rien, affirme-t-elle. La situation sanitaire est catastrophique. Tout comme la situation économique et financière. À cela s'ajoute l'insécurité. Rien ne nous encourage à rester, alors que nous nous sentons incapables de changer quoi que ce soit, encore moins d'aider. La nonchalance et la corruption sont telles qu'il n'y a plus aucun espoir pour que les choses s'améliorent. »

Suicide professionnel

Même son de cloche chez Wissam Fayad qui avait pris la décision de partir il y a plus d'un an et qui s'est installé à Paris le 15 août. Plusieurs raisons l'ont poussé dans cette direction. « D'abord, nous avons la possibilité de le faire, parce nous sommes européens, explique-t-il. Je peux donc exercer mon métier dans n'importe quel pays d'Europe. Puis, mes diplômes sont français. Je n'ai donc pas d'équivalence à faire. D'ailleurs, moins d'un mois après mon arrivée, mon inscription à l'ordre des médecins était déjà réactivée. » Mais ce qui a précipité son départ, c'est le fait que ses filles, âgées de 23 et 20 ans, se trouvaient déjà à Paris où elles poursuivent leurs études universitaires. « Avec la crise financière, il était devenu compliqué de leur transférer de l'argent en raison des restrictions bancaires, poursuit Wissam Fayad. Sur le plan familial, les choses étaient également difficiles, parce que jusqu'à l'année dernière, Paris c'était la porte à côté. Nous nous y rendions au moins une fois tous les deux mois. Depuis octobre, ce n'est plus possible, parce qu'économiquement ce n'est plus viable. Nos consultations valent cinq fois moins qu'avant, alors que tout a renchéri. Mais aussi à cause du Covid-19 qui, cerise sur le gâteau, a rendu les choses impossibles. Bien avant l'explosion, nous avions déjà réservé nos billets. »

Cet endocrino-pédiatre de 53 ans confie avoir déjà trouvé un poste à temps partiel dans un hôpital et une clinique pour s'installer. « Je commence à travailler d'ici à deux semaines », se félicite-t-il.

La famille était également la raison pour laquelle Antonio Frangié s'est rendu aux États-Unis, le 22 septembre. Mais aussi la profession. Jeune cardiologue de 35 ans, il est spécialisé dans le traitement percutané des valves. Il était rentré il y a près de deux ans parce qu'il en était « convaincu ». « Sur le plan professionnel, rester au Liban est désormais synonyme de suicide, insiste-t-il. Les techniques que j'utilise sont innovatrices et par conséquent coûteuses. Avec la situation économique, la crise du dollar, les problèmes avec les distributeurs et les tiers-payants, je ne pratiquais plus mon métier. Je suis jeune et je n'ai pas le luxe d'attendre. Si je reste bloqué pendant des mois ou des années, je serai dépassé. Ce que je ne veux pas. »

La crise économique a certes affecté le jeune médecin, mais ce n'est pas ce qui le fait « fuir ». « Je suis consultant pour des sociétés américaines, donc je ne vis pas de ma clinique, soutient-il. J'étais de ceux qui étaient prêts à faire des sacrifices pour leur patrie. Plus maintenant. Au Liban, je meurs. Si j'ai survécu à l'explosion du 4 août – j'habite Achrafieh et ma maison a été endommagée – je pourrais ne pas échapper au prochain événement. Et puis, on a honte de dépenser de l'argent alors que d'autres n'ont pas de quoi manger. Je suis influencé par l'ouvrage Les désorientés d'Amin Maalouf. Je suis convaincu que j'ai le droit de partir. C'est mon pays qui doit me persuader de rester. Parce que nous avons le droit à l'infrastructure et au respect. Or nous n'avons plus rien. Même la vie humaine n'a plus de valeur. Il n'en reste pas moins que la décision était très difficile à prendre. L'explosion au port l'a facilitée. »

La perte du savoir-faire

Pour Mario Njeim, jeune cardiologue de 38 ans spécialisé dans la rythmologie, le départ est principalement dû à des raisons professionnelles. Ayant exercé aux États-Unis pendant plus de neuf ans, il savait qu'en rentrant dans son pays natal, il y a quatre ans, le pays n'allait pas lui donner « autant que j'allais le faire », surtout sur le plan financier. Mais il était important pour lui de revenir. « Travailler pour mon propre pays, parmi mes proches et au sein de ma société, et apporter de nouvelles techniques thérapeutiques aux patients est une mission extrêmement satisfaisante, affirme-t-il. Ce que je fais sera d'une certaine manière mon legs. Jusqu'à présent, je

travaille avec beaucoup d'enthousiasme et de contentement, malgré des conditions de travail souvent difficiles. Le vrai problème, c'est que, bientôt, je n'arriverai plus à travailler, même si je le souhaite. Et ce principalement parce que j'utilise des technologies de pointe qui sont par ailleurs assez chères. Avec la crise financière et les problèmes entre les tiers-payants et les hôpitaux, je vais me retrouver bientôt dans l'incapacité d'exercer mon savoir-faire. Cela va tuer ma carrière et ma mission aussi. »

Bien qu'il ait reçu des offres de travail alléchantes aux États-Unis, Mario Njeim a voulu opter pour les pays du Golfe, parce que « je pourrais venir régulièrement au Liban et offrir mes services ». « Je ne veux pas couper les ponts avec le pays, insiste-t-il. J'espère qu'un jour il répondra aux vraies aspirations de son peuple. »

Tous les médecins interrogés affirment ressentir un sentiment de culpabilité envers leurs patients qu'ils ont référés à des collègues, mais aussi envers les établissements au sein desquels ils exercent, parce qu'ils les « abandonnent en ces circonstances ». « Ce que j'essaie de faire, c'est répondre à ce sentiment de culpabilité et pouvoir continuer à travailler ici, avance Mario Njeim. Au fait, c'est un mélange de culpabilité et de déception. Selon un dicton américain, il faut bouger si nous ne sommes pas bien là où nous nous trouvons, parce que finalement nous ne sommes pas des arbres. Jusqu'à hier, j'étais persuadé que j'étais un arbre. Je ne voulais pas quitter, parce que j'ai des racines dans le pays et cette appartenance me rendait heureux. Mais dans leur façon de diriger le Liban, les responsables l'éloignent de sa vraie image et déchirent notre sentiment d'appartenance. Ils nous empêchent d'exercer notre métier et bloquent toute ébauche de solution. Ce n'est pas une décision personnelle. Quand il y a un déboisement, ce n'est pas la faute des arbres, mais de l'incendie. Et ce qui me fait le plus mal au cœur, c'est d'abandonner aussi l'ONG Yohan (qui sensibilise aux maladies cardiaques chez les jeunes) dont je suis cofondateur. Peut-être que je continuerai à lui être utile, même en étant basé à l'étranger. »

Moment décisif

Pensent-ils un jour revenir ? « Bien sûr, si les choses s'arrangent », affirme Loubna Abboud, jeune médecin de 35 ans spécialisée dans la chirurgie plastique, esthétique et reconstructrice, qui était rentrée au Liban en 2018. Elle était déterminée à rester au pays malgré la crise économique et financière qui « a beaucoup affecté mon travail ». « L'explosion a été le moment décisif, déplore-t-elle. Je ne me sentais plus en sécurité. Je n'avais jamais pensé que je quitterais le pays, mais là je suis déterminée. Je ne sais pas encore si mon départ sera temporaire. Tout dépendra de la situation. Mais je sais que pendant au moins deux à trois ans j'exercerai à l'étranger, tout en faisant des allers-retours. Je reviendrais tous les quelques mois. »

Wissam Fayad exclut pour sa part de retourner travailler au Liban. « C'est fini, tranche-t-il. Je recommence à zéro à 53 ans. Je ne peux plus refaire ma carrière encore une fois. Je suis trop vieux. C'est pour cela que j'ai mis trois mois pour décider et c'était dur. Mais je garderais sûrement des attaches avec le pays. D'ailleurs, nos familles y sont. Nous gardons la maison et y retournerons pour les vacances. » Il poursuit : « C'est dommage pour le pays de constater que tous les gens jeunes, que ceux qui sont qualifiés dans différents domaines, partent. C'est surtout un sentiment de colère que nous éprouvons envers nos dirigeants qui nous ont poussés à en arriver là. C'est finalement de leur faute. Ce que nous ressentons est horrible. » « Je ne sais pas si je reviendrai, confie quant à elle Rawane Dagher. Je vais m'en aller et essayer d'aider le Liban de là où je serai. Mais je ne peux plus vivre avec ce sentiment d'insécurité. J'ai peur pour mes enfants. C'est triste. Le pays dont nous avons rêvé n'a jamais existé et n'existera jamais. Il restera dans nos rêves. »

Haroun : Avec l'exode des médecins qualifiés, je crains le pire pour le secteur hospitalier

L'exode des médecins dont la majorité exercent dans des hôpitaux universitaires ne peut qu'avoir des répercussions négatives sur le système hospitalier, sanitaire et pédagogique du pays, estime le président du syndicat des propriétaires des hôpitaux privés, Sleiman Haroun, d'autant « que ce sont des médecins qualifiés qui enseignent et forment des résidents ». « Ce n'est pas juste une question de nombre, précise-t-il à L'Orient-Le Jour. Trois cents médecins sur plus de 14 000 inscrits aux ordres de Beyrouth et Tripoli, ce n'est pas énorme. C'est la qualité qui compte. C'est ce qui fait peur. » Autre source d'inquiétude, la plupart de ceux qui émigrent ont moins de 55 ans. Ce qui ne manquera pas d'impacter, là aussi, l'avenir du secteur.

M. Haroun affirme que cela était « attendu », à l'ombre de la crise économique et financière qui sévit. « J'aurais été étonné s'ils étaient restés, ajoute-t-il. C'est le cas d'ailleurs dans tous les secteurs. Nous avons déjà mis en garde contre une baisse dans la qualité des soins, bien avant que les médecins ne commencent à émigrer. Les infirmières partaient déjà. C'est aussi un problème, parce que le secteur hospitalier a besoin d'embaucher plus de 6 000 infirmières et infirmiers. Mais nous n'arrivons pas à le faire, parce qu'ils émigrent. Aujourd'hui, je crains le pire pour le secteur. »